

Barril en dit plus

Il donne de nouvelles précisions sur ceux qui, selon lui, sont les auteurs de l'attentat qui a coûté la vie au président rwandais

Chargé par la veuve du président rwandais d'enquêter sur les circonstances de l'attentat du 6 avril dernier, le capitaine Barril révèle à « France-Soir » sa version de l'affaire. Troublant

FRANCE-SOIR. - Comment réagissez-vous quand on accuse la France d'être le commanditaire de cet attentat ?

CAPITAINE BARRIL. - Trois réfugiés tutsis entendus par l'auditorat militaire belge racontent, dans un récit que je détiens, qu'on voulait leur faire dire que l'attentat avait été fomenté par le gouvernement français. L'officier de police judiciaire belge chargé de l'affaire s'appelle Guy Arzigues. Le numéro de dossier de l'affaire est le 0 202 545 N 94 C 8. Certains émissaires belges ont même essayé à plusieurs reprises de recueillir au Rwanda des témoignages impliquant la France. Et ils n'hésitaient pas à proposer en échange un visa et un billet gratuit pour s'enfuir ensuite en Belgique...

F.-S. - Certains s'étonnent que vous soyez mêlé à cette affaire ?

C. B. - Je suis un proche de plusieurs chefs d'état africains et j'étais notamment conseiller de trois présidents abattus en 6 mois, Juvenal Abarimana du Rwanda, Cyprien Ntaryamira du Burundi et Melchior Ndadaye, son prédécesseur. Et je suis un spécialiste de ces zones à hauts risques. Mon truc à moi, c'est la lutte anti-terroriste, pas les fausses factures, c'est tout. Mais j'aimerais bien qu'on m'explique pourquoi l'attentat commis en 1989 au-dessus du désert tchadien contre le DC 10 d'UTA qui avait fait 170 morts a donné lieu à une enquête internationale alors que là, c'est 500 000 morts qu'il y a derrière cet attentat. C'est l'attentat du siècle ! Or il n'y a ni juge d'instruction désigné ni enquête internatio-

nale menée, pas plus que nationale d'ailleurs, pour savoir dans quelles circonstances ont été massacrés nos deux gendarmes, l'épouse de l'un d'entre eux et les trois membres d'équipage. Les terroristes, on ne les cherche pas, on ne les traque pas.

Scandale

F.-S. - Une journaliste du quotidien belge « Le Soir » affirme que vous avez été vu à Kigali juste « avant » l'attentat et que vous seriez aujourd'hui chargé de brouiller les pistes...

C. B. - Colette Braeckman a écrit « Le Dinosaur », un livre de 300 pages contre Mobutu et totalement anti-français qu'elle a dédié à son ami Pierre Péan, journaliste et auteur du livre à scandale en 1983 « Affaires africaines » qui a failli nous faire rompre les relations diplomatiques avec Bongo (chef d'Etat du Gabon - Ndlr), et d'un autre encore qui allait à l'encontre de la thèse lybienne dans l'attentat de l'UTA et crucifiait le juge Bruguières. Le surnom de Colette Braeckman à la DGSE est d'ailleurs révélateur : c'est « Madame Péan ».

F.-S. - Que préconisez-vous ?

C. B. - Je souhaiterais notamment que la maquette de l'avion soit reconstituée avec les débris, comme on l'avait fait pour celui d'UTA, que tous les paramètres et enregistrements du vol soient passés à la loupe.

F.-S. - Les mobiles sont pour le moins flous ?

C. B. - Mais à qui profite le crime ? L'ancien président burundais Mdadaye a été assassiné par les militaires tutsis amis du général Kagame du FPR en octobre dernier alors qu'il avait battu 4 mois plus tôt, avec 76 % des voix, le président tutsi sortant, le major Pierre Bujaya. Dans les semaines ou les mois à venir, le Burundi va exploser comme le Rwanda. Ça va être le chaos dans toute la région. Car on parle d'embargo sur les armes que reçoivent les soldats gouvernementaux rwandais, mais le FPR est lui armé à outrance par l'Ouganda. C'est aussi une guerre anglophones contre francophones. Museveni, le président de l'Ouganda, est d'ailleurs reçu de façon officielle mi-juillet à la Maison-Blanche. Aucun des membres de l'état-major du

FPR ne parle français alors que c'est la langue officielle, et tous sont diplômés des écoles militaires et des services spéciaux américains.

F.-S. - Le coup venait de loin ?

C. B. - Tout a été soigneusement préparé. J'ai notamment le témoignage d'une personne proche de Boutros Boutros-Ghali qui est venue trois jours avant les faits prévenir la femme du président Habyarimana, au Zai-

re à ce moment-là, qu'un attentat se préparait contre lui. Cette personne est aujourd'hui affluée quelque part en Afrique.

Originaux

F.-S. - Sur quelles preuves vous basez-vous ?

C. B. - Mis à part la boîte noire, je possède 3 bandes magnétiques contenant les enregistrements de la tour de contrôle de Kigali, les mains courantes, tous les fax et télex passés ce 6 avril jusqu'à 20 h 30, l'heure où l'appareil explose. Et ce sont les originaux. Je détiens également les deux lanceurs SAM 7 utilisés, des photos satellites et plus de 80 témoignages visuels recueillis sur place, écrits et vidéo.

F.-S. - L'armée française est donc impuissante ?

C. B. - C'est bien ce qu'on fait là-bas mais, de l'autre côté de la ligne de front,

c'est un génocide des Hutus par les Tutsis. Ils occupent trois quarts du territoire. Ce sont eux les agresseurs, ils avancent toujours. Il n'y a aucun journaliste, aucune image télé, aucun observateur de l'autre côté de la ligne de front. J'ai eu Kigali ce matin (hier jeudi) au téléphone et je sais que les Français ont reçu consigne de se presser vers la ville de Rwanda, car le FPR est en train de massacrer tous les Hutus qu'ils ont sous la main.

F.-S. - Qu'est ce qui va se passer maintenant ?

C. B. - La prochaine cible, c'est le Zaïre et, en tête de liste, Mobutu. Car ce n'est pas un conflit localisé. Il y a l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi... tout cela est frontalier du Zaïre. Si on y est, c'est d'ailleurs aussi pour les rassurer.

Propos recueillis par
Jean-Michel MAIRE

« J'ai aussi les lanceurs SAM 7 »

Le capitaine Barril a-t-il oui ou non la boîte noire ? De couleur noire, alors qu'elle est habituellement orange (pour être mieux retrouvée), ses dimensions ne correspondent apparemment pas non plus, selon le fournisseur à celles des modèles qu'il commercialise.

« Je ne suis pas un technicien aéronautique, réaffirme Barril. Il y a plusieurs boîtes qui mémorisent les paramètres de vol. Je les ai toutes, j'ai toutes les structures informatiques. Mais que ce soit la boîte noire, ou pas, n'est pas le problème. Elle ne donne pas l'adresse du tireur et le numéro de téléphone de celui qui a fourni le missile !

« Mais j'ai aussi les lanceurs SAM 7, avec des numéros de série correspondant à des lots. Si on fait une enquête internationale, on remontera jusqu'à celui qui les a vendus ! »

Michel Roussin, ministre de la Coopération, ancien capitaine de gendarmerie comme Barril, s'est étonné, hier sur RTL, que l'ex-patron de la cellule anti-terroriste de l'Elysée n'ait pas encore remis ses pièces à conviction à la justice.

« Il a raison ! Mais à qui dois-je les remettre ? Personne n'est chargé du dossier. Dites-moi à qui et je le fais tout de suite... »

J.-M. M.